

# **Accord-cadre de fournitures de Polos à destination des élèves du Collège Zakia MADI de Dembeni.**

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**Numéro de consultation : 2024-POLO-CLG-DMB**

**Procédure de passation : Appel d'offres ouvert en application articles L2124-2 et R2124-2-1° du code de la commande publique.**

**Code CPV : 18331000-2 : chemise et polo**

**Date limite de réception des plis : 24 MAI 2024 à 12h00 (heure locale)**

## Table des matières

Article 1 - DISPOSITIONS RELATIVES AU MARCHÉ .....	3
1.1 Pouvoir adjudicateur .....	3
1.2 Objet de l'accord-cadre .....	3
1.3 Procédure de passation de l'accord-cadre .....	3
1.4 Documents contractuels de l'accord-cadre : .....	3
Article 2 - FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	3
Article 3 - EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	4
3.1 Durée de l'accord-cadre .....	4
3.2 Allotissement .....	4
3.3 Lieu d'exécution .....	4
3.4 Marchés de prestations similaires .....	4
Contenu des prestations .....	4
Article 4 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	5
4.1 Obligations du titulaire .....	5
4.2 Constatation de l'exécution des prestations .....	5
Article 5 - REGIME FINANCIER .....	6
5.1 Contenu des prix .....	6
5.2 Avance .....	6
5.3 Informations comptables .....	6
5.4 Modalités de la facturation .....	6
Article 6 - CLAUSES TECHNIQUES .....	6
Article 7 - DISPOSITIONS DIVERSES .....	8
7.1 Pénalités .....	8
7.2 Assurances .....	8
7.3 Résiliation .....	8
7.4 Litiges et contentieux .....	9
7.5 Dérogations .....	9

## CONTEXTE

Le Collège de Dembeni souhaite doter ses élèves de Polos identiques afin de lutter contre l'exclusion sociale et d'assurer la sécurité des élèves en les identifiants.

L'accord-cadre est un marché de Fourniture.

### Article 1 - DISPOSITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

#### 1.1 Pouvoir adjudicateur

Ministère de l'Éducation Nationale et de la jeunesse

Collège ZAKIA MADI de Dembeni représenté par son Chef d'établissement : Madame Daisy BRABANT

CLG ZAKIA MADI de Dombéni

Route nationale 3 Iloni

BP 78

**97660 Dembeni**

L'établissement est, à travers son conseil d'administration, pouvoir adjudicateur indépendant.

#### 1.2 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet : fourniture de Polos manches courtes à destination des élèves du Collège ZAKIA MADI de Dembeni.

L'accord-cadre comporte un montant maximum de 2 400 000,00 euros et ne comporte pas de montant minimum.

Le nombre des élèves bénéficiaires est estimé à 2000 avec une possibilité d'augmentation des effectifs.

#### 1.3 Procédure de passation de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé en appel d'offres ouvert conformément aux articles L2124-2 et R2124-2-1° du code de la commande publique.

#### 1.4 Documents contractuels de l'accord-cadre :

L'accord-cadre est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement
- Le présent CCP.
- CCAG fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- L'offre technique du titulaire
- Une liste indiquant nominativement les différents services et contacts (mails, téléphones fixe et portable) du titulaire
- 

### Article 2 - FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est à bons de commande mono-attributaire fixant toutes les dispositions contractuelles sans montant minimum et avec montant maximum en application des articles R 2162-2, R 2162-3, R 2162-4.2<sup>ème</sup> alinéa, R 2162-5 et R 2162-6 du Code de la Commande Publique.

## Article 3 - EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois et court à compter de la date de notification du 1<sup>er</sup> bon de commande. La date prévisionnelle de début des prestations est le **lundi 03 juin 2024**.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement 3 fois d'une année chacune dans la limite d'une durée totale de **4 ans**.

Dans le cas d'une non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par courrier en recommandé avec accusé de réception, au plus tard 1 mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

### 3.2 Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

### 3.3 Lieu d'exécution

Les prestations sont effectuées au Collège ZAKIA MADI de Dembeni

### 3.1 Marchés de prestations complémentaires

Le pouvoir adjudicateur pourra, négocier, avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un accord-cadre de prestations complémentaires en application de l'article R 2122-4 du Code de la Commande Publique.

### 3.5 Contenu des prestations

#### 3.5.1 Les prestations entendent :

- La confection des Polos dans le respect des chartes graphiques de l'établissement (Logo de l'établissement et couleur souhaitée)
- Le respect des tailles tout au long de l'exécution ;
- L'ensemble des Polos devront être de couleur rouge bordeaux.
- Le titulaire devra pouvoir justifier des matières et de la provenance des Polos.

#### 3.5.2 Les commandes

Les prestations seront exécutées conformément aux bons de commande établis au fur et à mesure des besoins et portent sur les fournitures décrites et définies dans les documents du présent marché.

#### 3.5.3 Livraison

Le titulaire du présent accord-cadre devra respecter les exigences en matière de date de livraisons.

**Les délais de livraison ne pourront être supérieur à 4 semaines à compter de la réception du bon de commande par le titulaire. Les livraisons se feront du lundi au vendredi entre 8h00 et 13h00 en ayant au préalable informé l'établissement.**

La livraison s'effectuera à l'adresse suivante :

CLG ZAKIA MADI de Dembeni

Route nationale 3 Iloni

BP 78

**97660 Dembeni**

☎ 0269 63 64 65

✉ mail : [gest.clg.dembeni@ac-mayotte.fr](mailto:gest.clg.dembeni@ac-mayotte.fr)

Les livraisons, déchargement et stockage sont effectués sous la responsabilité pleine et entière du titulaire jusqu'au lieu de destination finale quelles que soient les possibilités d'accès.

Les livraisons, déchargement et stockage sont effectués sous la responsabilité pleine et entière du titulaire jusqu'au lieu de destination finale quelles que soient les possibilités d'accès.

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison et porte obligatoirement, outre les références du titulaire :

- la date d'expédition,
- le détail des fournitures livrées,
- le numéro du ou des lots, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

En cas de litige concernant la livraison, le seul interlocuteur sera le titulaire de l'accord-cadre.

### 3.5.4 Distribution

L'établissement se chargera de la distribution des Polos aux élèves.

## Article 4 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 4.1 Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

### Règles de respect des exigences de l'accord-cadre

Un contrôle sera effectué à réception de la marchandise sur site pour veiller au respect des obligations en matière de sécurité ainsi qu'en ce qui concerne la qualité et la quantité des produits fournis.

Le titulaire s'engage à assurer une livraison d'urgence en cas de manquement ou de non-respect des obligations de qualité et de quantité des produits fournis.

### 4.2 Constatation de l'exécution des prestations

Le titulaire a une obligation de résultat dans la réalisation de l'ensemble des prestations telles que décrites dans l'accord-cadre.

La livraison des Polos est constatée par la signature d'un bon de livraison signé **par le personnel d'intendance**.

Le bon de livraison signé par l'intendance atteste du service fait. Il permettra la mise en paiement.

## Article 5 - REGIME FINANCIER

### 5.1 Contenu des prix

Les prix sont fermes, actualisables.

Si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la fixation du prix, les prix sont actualisés selon la formule suivante :

$$P = P_o (I-3 / I_o)$$

Dans laquelle

P = prix actualisé

P<sub>o</sub> = prix fixé dans l'offre du titulaire

I<sub>o</sub> = valeur de l'indice/index en vigueur au mois d'établissement des prix

I-3 = valeur de l'indice/index trois mois avant la date de début d'exécution des prestations

I = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 13 et 14 – Produits de l'industrie textile, Articles d'habillement

Les prix sont réputés inclus

### 5.2 Avance

Sauf renonciation expresse du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 30 % est versée au titulaire dans les conditions prévues par l'article L2191-2 du code de la commande publique.

Conformément à l'article L2191-2 du code de la commande publique, lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros hors taxes et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

### 5.3 Informations comptables

Le comptable assignataire des paiements est : l'Agent comptable du **LPO de Dembeni**

### 5.4 Modalités de la facturation

Les paiements interviendront dans un délai maximum de 30 jours de la date de réception par l'établissement des factures déposées sur CHORUS, en conformité avec les bons de livraisons dûment signés de chacun des réceptionnaires.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du service exécutant
- le numéro de l'accord-cadre
- l'IBAN et le BIC du Fournisseur,

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2017 déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'Etat sous forme dématérialisée sur CHORUS.

## Article 6 - CLAUSES TECHNIQUES

Les articles, objet du présent marché, devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes françaises homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette prescription vaut non seulement pour toute norme en vigueur au jour de la passation du présent marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire devra informer le pouvoir adjudicateur de toute modification ou évolution des normes ou réglementation relative aux prescriptions définies dans le présent CCP durant toute la durée du marché.

Le nombre total estimé de polos est de **12.000** pour 2000 élèves, donc 2000 lots de 6 polos réparti par configuration comme indiqué dans le Détail des Quantités Estimatives (DQE).

Les polos seront à manches courtes.

### 1. Entretien

L'utilisation des vêtements est intensive et les fonctions parfois très salissantes.

Les articles doivent permettre de par leur conception un entretien en blanchisserie/pressing ou ménager intense.

Le titulaire doit inclure ces exigences dans la qualité des articles proposés, sur la vignette d'entretien prévue à cet effet et dont la lisibilité doit rester nette au fil des entretiens.

### 2. Matière

Les matières doivent être en coton majoritaire.

Les matières validées lors de la notification du marché ne peuvent être remplacées ni modifiées sans l'accord préalable de l'établissement, sous peine de résiliation aux torts exclusifs du titulaire.

Les échantillons restent les éléments référents de contrôle et de suivi de la qualité pendant l'exécution de l'accord-cadre.

### 3. Coupe

Elle doit être ergonomique et s'adapter à un éventail large de morphologies. La coupe ne doit en aucun cas entraver les mouvements et dans sa conception.

Elle doit évoluer de manière proportionnelle sur toutes les tailles de gradation.

### 4. Tailles

L'ensemble des articles du marché doivent être proposé pour les tailles allant de XS à XL.

L'étendue des tailles exigée par le collège devra être maintenu pendant toute la durée du marché.

### 5. Coloris

L'ensemble des articles du marché doit être proposé **en rouge bordeaux**.

Cette coloris EST susceptible d'être soumis à un changement au cours du marché, néanmoins ce changement ne pourra pas intervenir après émission du bon de commande au titulaire.

### 6. Marquages CE

Le marquage CE est obligatoire. Il atteste que l'article est conforme aux exigences essentielles de la réglementation et qu'il satisfait aux procédures de certifications qui lui sont applicables.

### 7. Impression

La méthode d'impression souhaitée est le flocage.

Ce flocage devra être de bonne qualité graphique ainsi que résistante aux lavages, ceci sans altérer les caractéristiques de la matière, résistance aux intempéries, lavages, expositions répétées au soleil.

L'impression du logo de l'établissement est régulière et horizontale côté cœur.

Le logo sera monochrome blanc.

Les dimensions du flocage sont : 10cm\* 10 cm

## **Article 7 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **7.1 Pénalités**

Tout manquement du titulaire concernant les exigences de l'établissement peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14-1-1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation aux articles 14-1-2 et 14-1-3 du CCAG-FCS, le montant des pénalités est plafonné 20% par bon de commande et aucune exonération ne sera appliquée.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'accord-cadre, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général de l'accord-cadre. Des pénalités financières seront appliquées sur des incidents tels que :

- Absence totale de livraison : 500,00 € (par jour de retard après la date annoncée)
- Emballages dégradés ou impropres : 50,00 € (forfait par colis)

### **7.2 Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, avant sa notification, le titulaire retenu devra justifier être titulaire d'une police d'assurance indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Le fournisseur s'engage à disposer durant toute la période d'exécution liées à l'accord-cadre, d'un contrat d'assurance pour sa responsabilité civile incluant le risque d'intoxication alimentaire et ce auprès d'une compagnie notoirement solvable.

### **7.3 Résiliation**

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants : l'établissement pourra résilier le présent accord-cadre du fait du non-respect des obligations du titulaire dans un délai de 20 jours calendaires sans ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement.



L'établissement pourra temporairement suspendre le présent accord-cadre si le titulaire fait l'objet d'une fermeture administrative de la part des services vétérinaires suite à des manquements graves aux conditions d'hygiène. Si au terme de 20 jours calendaires le titulaire n'a pas satisfait aux conditions de réouverture, l'établissement pourra résilier le présent accord-cadre sans préavis sans ouvrir droit au titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement.

L'accord-cadre est résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence.

Après signature du présent accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus aux articles R 2143-3 et R 2143-4 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail conformément à l'article R 2143-6 du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues au CCAG visé par le présent accord-cadre.

---

#### **7.4 Litiges et contentieux**

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics. Le titulaire peut saisir en cas de litige le comité consultatif interrégional de règlement des litiges de Mayotte.

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Mayotte se situant à Mamoudzou.

---

#### **7.5 Dérogations**

L'article 8.1 du présent CCP déroge aux articles 14-1-1, 14-1-2 et 14-1-3 du CCAG-FCS 2021.

L'article 8.2 du présent CCP déroge à l'article 9-2 du CCAG-FCS 2021.